

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1127

[2009/201372]

**6 MARS 2009. — Décret modifiant le Chapitre II du Titre III du Livre II de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatif aux funérailles et sépultures (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Il s'applique à la région de langue française.

**Art. 2.** La table des matières du Chapitre II du Titre III du Livre II de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation est rédigée comme suit :

CHAPITRE II. — *Funérailles et sépultures**Section 1<sup>re</sup>. — Définitions**Section 2. — Lieux de sépultures*Sous-section 1<sup>re</sup>. — Les cimetières et établissements crématoires

## Sous-section 2. — Les concessions

*Section 3. — Funérailles, modes de sépultures et rites funéraires*Sous-section 1<sup>re</sup>. — Mise en bière et transport des dépouilles mortelles

## Sous-section 2. — Inhumations

## Sous-section 3. — La crémation

## Sous-section 4. — Signes indicatifs de sépulture

*Section 4. — Dispositions finales*

**Art. 3.** Le Chapitre II du Titre III du Livre II de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation est remplacé par le texte suivant :

"CHAPITRE II. — *Funérailles et sépultures**Section 1<sup>re</sup>. — Définitions*

**Art. L1232-1.** Pour l'application du présent décret, l'on entend par :

1° inhumation : placement en terrain concédé ou non-concédé d'un cercueil contenant les restes mortels ou d'urne cinéraire soit dans la terre soit dans un caveau soit dans une cellule de columbarium;

2° crémation : action de réduire en cendres les dépouilles mortelles dans un établissement crématoire;

3° cimetière traditionnel : lieu géré par un gestionnaire public dans le but d'accueillir tous les modes de sépulture prévus par le présent décret;

4° cimetière cinéraire : lieu géré par un gestionnaire public et réservé à la dispersion des cendres et à l'inhumation des urnes;

5° cimetière intercommunal : cimetière traditionnel ou cinéraire commun à plusieurs communes;

6° exhumation : retrait d'un cercueil ou d'une urne cinéraire de sa sépulture;

7° sépulture : emplacement où repose la dépouille mortelle pour la durée prévue par ou en vertu du présent décret;

8° mode de sépulture : manière dont la dépouille mortelle est détruite notamment par décomposition naturelle ou crémation;

9° personne intéressée : le titulaire de la concession, ses héritiers ou bénéficiaires mais aussi toute personne non apparentée, administrations, associations concernées par un monument ayant une valeur historique ou artistique;

10° personne qualifiée pour pourvoir aux funérailles : personne désignée par le défunt par voie de testament ou, à défaut, un de ses héritiers ou ayants droit ou, à défaut, la personne qui durant la dernière période de la vie du défunt a entretenu avec celui-ci les liens d'affection les plus étroits et fréquents de sorte qu'elle puisse connaître ses dernières volontés quant à son mode de sépulture;

11° ossuaire : monument mémoriel fermé, situé dans le cimetière, où sont rassemblés les ossements ou cendres des défunts après qu'il ait été mis fin à leur sépulture;

12° réaffectation : action de donner à nouveau une affectation publique;

13° caveau : ouvrage destiné à contenir un ou plusieurs cercueils, une ou plusieurs urnes cinéraires;

14° proches : conjoint, cohabitant légal, parents, alliés ou amis;

15° thanatopraxie : soins d'hygiène et de présentation d'un défunt peu de temps après son décès en vue de donner au corps et au visage un aspect plus naturel dans l'attente de la mise en bière;

16° indigent : personne sans ressources ou disposant de ressources insuffisantes pour couvrir ses besoins élémentaires en référence à la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale;

17° gestionnaire public : une commune, une régie communale autonome ou une intercommunale;

18° état d'abandon : défaut d'entretien d'une sépulture, qui de façon permanente est malpropre, envahie par la végétation, délabrée, effondrée, en ruine ou dépourvue des signes indicatifs de sépulture exigés par le règlement adopté par le gestionnaire public.

*Section 2. — Lieux de sépulture*

Sous-section 1<sup>re</sup>. — Les cimetières et établissements crématoires communaux ou intercommunaux

**Art. L1232-2.** § 1<sup>er</sup>. Chaque commune dispose d'un cimetière traditionnel au moins. Toutefois, plusieurs communes peuvent s'associer pour disposer d'un cimetière intercommunal. Il peut être créé un cimetière cinéraire.

Seul un gestionnaire public peut créer, exploiter et gérer, directement ou dans le cadre d'un partenariat public-privé, un établissement crématoire.

Chaque gestionnaire public tient un registre des cimetières dans lequel sont inscrites toutes les opérations prévues par ou en vertu du présent décret.

Le Gouvernement fixe le modèle et arrête le contenu du registre des cimetières.

§ 2. Le gestionnaire public garde le contrôle en matière de création, d'exploitation et de gestion des établissements crématoires quel que soit le mode de partenariat contractuel ou institutionnel utilisé. Dans ce dernier cas, le gestionnaire public dispose de la présidence et de la majorité des mandats au sein des organes de gestion, ceux-ci ne pouvant délibérer que si, parmi les mandataires présents, les représentants publics sont majoritaires.

§ 3. Tout établissement crématoire dispose d'une parcelle d'inhumation des urnes cinéraires, d'une parcelle de dispersion et d'un columbarium.

Tout cimetière traditionnel dispose d'une parcelle d'inhumation des urnes cinéraires, d'une parcelle de dispersion, d'un columbarium et d'un ossuaire. Le gestionnaire public veille à leur entretien.

Seul un gestionnaire public est habilité à implanter et gérer un columbarium, lequel constitue une infrastructure publique.

§ 4. Le gestionnaire public aménage une parcelle des étoiles pour les fœtus nés sans vie entre le 106<sup>e</sup> et 180<sup>e</sup> jour de grossesse et les enfants. Il peut également aménager une parcelle permettant le respect des rites de funérailles et de sépultures des cultes reconnus. Ces parcelles sont intégrées dans le cimetière; aucune séparation physique ne peut exister entre celles-ci et le restant du cimetière.

Toute inhumation ou toute crémation se fait dans le respect des dispositions du présent décret.

§ 5. Sauf octroi d'une concession, l'inhumation, la dispersion des cendres et la mise en columbarium est gratuite pour les indigents, les personnes inscrites dans le registre de la population, le registre des étrangers ou le registre d'attente de la commune.

**Art. L1232-3.** - La création ou l'extension d'un cimetière traditionnel ou cinéraire est proposée par décision du conseil communal ou de l'organe compétent de la régie communale autonome ou de l'organe compétent de l'intercommunale au gouverneur de la province. Le dossier comprend un plan de situation, un plan d'aménagement interne ainsi qu'un projet de règlement.

Dans le cas où la création ou l'extension est accompagnée d'une réaffectation de l'ancien cimetière, le conseil communal ou l'organe compétent de la régie communale autonome ou l'organe compétent de l'intercommunale fournit également un plan de réaffectation de celui-ci.

La décision du gouverneur de province s'appuie sur les avis des organes que le Gouvernement wallon désigne. Parmi les organes désignés, le Gouvernement wallon indique ceux dont l'avis requis est conforme.

La création d'un établissement crématoire est soumise aux mêmes conditions.

Le Gouvernement fixe les critères de création et d'exploitation des établissements crématoires. Il organise le contrôle du respect de ces critères.

**Art. L1232-4.** Les cimetières et établissements crématoires sont clôturés de manière à faire obstacle, dans la mesure du possible, au passage et aux vues.

**Art. L1232-5.** Les cimetières et établissements crématoires communaux sont soumis à l'autorité, à la police et à la surveillance des autorités communales, qui veillent à ce qu'aucun désordre ni acte contraire au respect dû à la mémoire des morts ne s'y commettent et à ce qu'aucune exhumation n'ait lieu sans l'autorisation du bourgmestre, conformément à l'article 133, alinéa 2, de la nouvelle loi communale.

Dans les cimetières et établissements crématoires intercommunaux, les compétences visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont exercées par les autorités de la commune sur le territoire de laquelle le cimetière ou l'établissement crématoire est établi.

**Art. L1232-6.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque de nouveaux emplacements destinés aux inhumations ont été aménagés, le conseil communal ou l'organe compétent de la régie communale autonome ou de l'intercommunale fixe la date à partir de laquelle cesseront les inhumations et dispersions dans les anciens cimetières.

Ceux-ci restent dans l'état où ils se trouvent sans qu'il puisse en être fait un usage quelconque pendant cinq ans au moins.

La décision de cessation des inhumations et dispersions est affichée à l'entrée du cimetière jusque sa fermeture définitive.

§ 2. A l'expiration du délai fixé au § 1<sup>er</sup>, le conseil communal ou l'organe compétent de la régie communale autonome ou de l'intercommunale prend une délibération décidant la réaffectation des terrains des anciens cimetières. Cette délibération est soumise aux dispositions de l'article L1232-3.

§ 3. A défaut de décision fixant une date de cessation des inhumations, le conseil communal ou l'organe compétent de la régie communale autonome ou de l'intercommunale peut également décider la réaffectation d'un ancien cimetière s'il s'est écoulé cinq ans au moins depuis la dernière inhumation dans celui-ci, l'inscription au registre du cimetière faisant foi.

Dans ce cas, la délibération du conseil communal ou la décision de l'organe compétent de la régie communale autonome ou de l'intercommunale ordonnant la réaffectation du cimetière ne peut sortir ses effets qu'un an après qu'elle a été prise et pour autant qu'une copie de la délibération ou de la décision a été affichée pendant un an à l'entrée du cimetière.

Les dispositions du § 2 sont également d'application.

## Sous-section 2. — Les concessions

**Art. L1232-7.** Le conseil communal ou l'organe compétent de la régie communale autonome ou de l'intercommunale peut accorder des concessions dans les cimetières traditionnels ou cinéraires. Les concessions peuvent porter sur :

- 1° une parcelle en pleine terre;
- 2° une parcelle avec caveau;
- 3° une sépulture existante dont la concession a expiré ou dont l'état d'abandon a été constaté conformément à l'article L1232-12;
- 4° une cellule de columbarium.

Les concessions sont incessibles.

Dans le cas d'un cimetière communal, le conseil communal peut déléguer ce pouvoir au collège communal.

Le titulaire de la concession peut dresser et modifier, de son vivant ou par dispositions écrites ou testamentaires, la liste des bénéficiaires de la concession. Cette liste est communiquée à l'administration communale pour figurer au registre des cimetières.

Après le décès du titulaire de la concession, les bénéficiaires peuvent de commun accord décider de l'affectation des places non désignées ou des places désignées devenues libres. A défaut d'accord, les ayants droit du titulaire de la concession peuvent décider de l'affectation des places non désignées ou des places désignées devenues libres.

Les ayants droit des défunts reposant dans la sépulture concédée peuvent faire rassembler dans un même cercueil les restes de plusieurs corps inhumés depuis plus de trente ans. Ils peuvent également faire rassembler les cendres inhumées depuis plus de dix ans. Dans ces deux cas, l'autorisation du bourgmestre est requise et transcrite au registre des cimetières.

A défaut de liste des bénéficiaires de la concession, une même concession ne peut servir qu'à son titulaire, son conjoint, son cohabitant légal, ses parents ou alliés jusqu'au 4<sup>e</sup> degré.

Une même concession peut servir aux membres d'une ou de plusieurs communautés religieuses ou aux personnes qui en expriment chacune leur volonté auprès de l'autorité communale.

Pour les personnes qui au moment du décès de l'une d'elles constituaient un ménage de fait, une concession peut être demandée par le survivant.

La demande de concession peut être introduite au bénéfice de tiers.

**Art. L1232-8.** § 1<sup>er</sup>. Les concessions sont accordées pour une durée minimum de dix ans et pour une durée maximum de trente ans.

§ 2. Au moins un an avant le terme de la concession ou de son renouvellement, le bourgmestre ou son délégué ou l'organe compétent de la régie communale autonome ou de l'intercommunale dresse un acte rappelant qu'une demande de renouvellement doit lui être adressée avant la date qu'il fixe.

Une copie de l'acte est envoyée au titulaire de la concession ou, s'il est décédé, à ses héritiers ou ayants droit.

Une copie de l'acte est affichée pendant un an au moins sur le lieu de sépulture et à l'entrée du cimetière.

§ 3. Sur demande introduite par toute personne intéressée avant l'expiration de la période fixée, des renouvellements successifs peuvent être accordés.

Les renouvellements ne peuvent être refusés que si la personne intéressée n'est pas à même de présenter les garanties financières suffisantes pour l'entretien de la concession ou si l'état d'abandon a été constaté conformément à l'article L1232-12 au moment de la demande de renouvellement.

Le Gouvernement peut reconnaître des associations dotées de la personnalité juridique, créées dans le but de présenter les garanties financières, et il peut fixer des règles à ces garanties.

Aucun renouvellement ne peut dépasser la durée de la concession initiale.

§ 4. Sur demande introduite par toute personne intéressée avant l'expiration de la période fixée, une nouvelle période de même durée prend cours à partir de chaque nouvelle inhumation dans la concession. Au cas où aucun renouvellement n'est demandé entre la date de la dernière inhumation dans la concession et l'expiration de la période pour laquelle celle-ci a été consentie, la sépulture est maintenue pendant un délai de cinq ans prenant cours à la date du décès si celui-ci est intervenu moins de cinq ans avant la date d'expiration de la concession.

**Art. L1232-9.** Le conseil communal ou l'organe compétent de la régie communale autonome ou de l'intercommunale fixe le tarif et les conditions d'octroi des concessions et de leur renouvellement.

Dans les cas visés à l'article L1232-8, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, et § 4, la rétribution qui peut être exigée par le gestionnaire public est calculée au prorata du nombre d'années qui excède la date d'expiration de la période précédente.

**Art. L1232-10.** Les concessions à perpétuité accordées avant l'entrée en vigueur de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures arrivent à échéance le 31 décembre 2010 et reviennent à la commune qui peut à nouveau en disposer, sauf demande de renouvellement conformément à l'article L1232-8 et sans préjudice de l'application de l'article L1232-12.

Les renouvellements s'opèrent gratuitement.

**Art. L1232-11.** Lorsqu'il est fait application de l'article L1232-6, une parcelle de même superficie que celle qui était concédée est réservée dans le nouveau cimetière, sur demande introduite par toute personne intéressée avant la date visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> dudit article.

Le conseil communal ou l'organe compétent de la régie communale autonome ou de l'intercommunale arrête les conditions auxquelles est subordonné le transfert.

**Art. L1232-12.** L'entretien des sépultures sur terrain concédé incombe à toute personne intéressée visée à l'article L1232-1, 9°.

L'état d'abandon est constaté par un acte du bourgmestre ou de son délégué, ou de l'organe compétent de la régie communale autonome ou de l'intercommunale. Une copie de l'acte est affichée pendant un an sur le lieu de sépulture et à l'entrée du cimetière.

A défaut de remise en état à l'expiration de ce délai, la sépulture revient au gestionnaire public qui peut à nouveau en disposer.

## Section 3. — Funérailles, modes de sépulture et rites funéraires

Sous-section 1<sup>re</sup>. — Mise en bière et transport des dépouilles mortelles

**Art. L1232-13.** Les dépouilles mortelles sont placées dans un cercueil.

Un embaumement préalable à la mise en bière peut être autorisé dans les cas déterminés par le Gouvernement.

En cas de thanatopraxie, les substances thanachimiques utilisées garantissent la putréfaction cadavérique de la dépouille mortelle dans les dix ans du décès ou permettent sa crémation.

L'emploi de cercueils, de gaines, de linceuls, de produits et de procédés empêchant soit la décomposition naturelle et normale des corps, soit la crémation, est interdit.

Le Gouvernement définit les objets et procédés visés à l'alinéa précédent, ainsi que les conditions auxquelles les cercueils répondent.

**Art. L1232-14.** Le bourgmestre ou son délégué peut assister à la mise en bière.

**Art. L1232-15.** Le transport des dépouilles mortelles est effectué, de manière digne et décente, au moyen d'un corbillard ou d'un véhicule spécialement équipé à cette fin. Le transport peut avoir lieu dès que le médecin qui a constaté le décès a établi une attestation déclarant qu'il s'agit d'une cause de décès naturelle et qu'il n'y a aucun danger pour la santé publique.

Dans tous les cas, la surveillance des convois funèbres appartient à l'autorité communale, qui veille à ce qu'ils se déroulent dans l'ordre, la décence et le respect dû à la mémoire des morts.

**Art. L1232-16.** Les funérailles des indigents doivent être décentes et conformes aux dernières volontés visées à l'article L1232-17, § 2.

Les frais des opérations civiles à l'exclusion des cérémonies cultuelles ou philosophiques non confessionnelles des indigents sont à charge de la commune de la région de langue française dans laquelle le défunt est inscrit dans le registre de la population, le registre des étrangers ou le registre d'attente ou, à défaut, dans laquelle le décès a eu lieu.

**Art. L1232-17.** § 1<sup>er</sup>. Les modes de sépulture sont les suivants :

- 1° l'inhumation;
- 2° la dispersion ou la conservation des cendres après la crémation;
- 3° tout autre mode de sépulture fixé par le Gouvernement wallon.

§ 2. Toute personne peut, de son vivant, informer de son plein gré et par écrit l'officier de l'état civil de sa commune de ses dernières volontés. L'acte de dernières volontés peut concerner le mode de sépulture, la destination des cendres après la crémation, le rite confessionnel ou non confessionnel pour les obsèques ainsi que la mention de l'existence d'un contrat obsèques.

Cet acte de dernières volontés est assimilé à la demande d'autorisation de crémation prévue à l'article L1232-23, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, ou à l'acte prévu à l'article L1232-23, § 2.

Si le décès est intervenu dans une commune autre que celle de la résidence principale, la commune de la résidence principale transmet sans délai à la commune du décès, à sa demande, les informations relatives aux dernières volontés visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

A défaut d'acte de dernières volontés du défunt, le choix du mode de sépulture, de la destination des cendres après la crémation et du rite confessionnel ou philosophique pour les obsèques incombe à la personne qualifiée pour pourvoir aux funérailles.

§ 3. Les fœtus nés sans vie dont la naissance a eu lieu entre le 106<sup>e</sup> et le 180<sup>e</sup> jour de grossesse, peuvent, à la demande des parents, soit être inhumés dans la parcelle des étoiles, soit être incinérés. En cas d'incinération, les cendres sont dispersées sur la parcelle des étoiles. Le transport des fœtus vers le lieu d'inhumation ou de dispersion se fait de manière décente.

## Sous-section 2. — Inhumations

**Art. L1232-17bis.** Lorsque le décès a lieu dans une commune de la région de langue française, une autorisation gratuite pour l'inhumation de la dépouille est accordée par l'officier de l'état civil de la commune où le décès a été constaté, ou par le procureur du Roi de l'arrondissement du lieu où sont situées soit la sépulture, soit la résidence principale du défunt dans le cas où le décès a eu lieu à l'étranger.

En ce qui concerne l'inhumation de la dépouille d'une personne décédée dans une commune de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, de la région de langue néerlandaise ou de la région de langue allemande, l'autorisation d'inhumation accordée par le pouvoir public compétent pour délivrer l'autorisation d'inhumation tient lieu d'autorisation d'inhumation au sens de l'alinéa précédent.

**Art. L1232-18.** § 1<sup>er</sup>. Les inhumations ne peuvent avoir lieu que dans les cimetières communaux ou intercommunaux.

§ 2. Toutefois, les inhumations peuvent continuer dans les cimetières privés existant au moment de l'entrée en vigueur du présent décret pour autant que des inhumations y aient eu lieu depuis l'entrée en vigueur de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures.

Sont applicables aux cimetières privés, les articles L1232-4, L1232-5, L1232-19, alinéa 1<sup>er</sup>, et L1232-20.

§ 3. Des dérogations à la disposition du § 1<sup>er</sup> peuvent être accordées par le Gouvernement, sur la proposition du bourgmestre de la commune où doit avoir lieu l'inhumation.

Le Gouvernement ne peut accorder la dérogation que sur une demande fondée sur des considérations religieuses ou philosophiques, sauf si des raisons de salubrité s'y opposent.

**Art. L1232-19.** Tout cercueil inhumé en pleine terre l'est dans une fosse séparée, horizontalement, à quinze décimètres au moins de profondeur. Toute urne inhumée en pleine terre l'est dans une fosse séparée à huit décimètres au moins de profondeur.

Le conseil communal, la régie communale autonome ou l'intercommunale fixe l'intervalle entre les fosses.

**Art. L1232-20.** Les cercueils et les urnes déposés dans les caveaux reposent à six décimètres au moins de profondeur.

L'aménagement des sépultures au-dessus du sol est interdit.

Toutefois, les inhumations dans les constructions au-dessus du sol existantes au moment de l'entrée en vigueur du présent décret peuvent continuer comme par le passé.

**Art. L1232-21.** Une sépulture non concédée est conservée pendant au moins cinq ans.

La sépulture non concédée ne peut être enlevée qu'après qu'une copie de la décision d'enlèvement ait été affichée pendant un an sur le lieu de sépulture et à l'entrée du cimetière.

Sans préjudice de l'acte de dernières volontés visé à l'article L1232-17, le conseil communal ou l'organe compétent de la régie communale autonome ou de l'intercommunale décide de la destination à donner aux restes mortels découverts dans l'enceinte du cimetière. Les restes mortels sont soit déposés dans un ossuaire, soit incinérés et les cendres sont soit dispersées sur la parcelle réservée à cet effet soit déposées dans un ossuaire. La commune mentionne ces opérations dans le registre des cimetières.

### Sous-section 3. — La crémation

**Art. L1232-22.** § 1<sup>er</sup>. La crémation est subordonnée à une autorisation délivrée par l'officier de l'état civil qui a constaté le décès si la personne est décédée dans une commune de la région de langue française, ou par le procureur du Roi de l'arrondissement dans lequel est situé soit l'établissement crématoire soit la résidence principale du défunt, si la personne est décédée à l'étranger.

En ce qui concerne la crémation d'une personne décédée dans une commune de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, de la région de langue néerlandaise ou de la région de langue allemande, l'autorisation de crémation accordée par le pouvoir public compétent pour délivrer l'autorisation de crémation tient lieu d'autorisation de crémation au sens de l'alinéa précédent.

§ 2. Pour la crémation après exhumation, l'autorisation d'exhumation visée à l'article L1232-5 est requise.

Après l'octroi de l'autorisation d'exhumation, la demande d'autorisation de crémation, dûment motivée, est transmise par l'officier de l'état civil au procureur du Roi de l'arrondissement du lieu où l'établissement crématoire ou la résidence principale du demandeur est située, du lieu du décès ou du lieu où les restes mortels ont été inhumés.

A cette demande d'autorisation, est joint, s'il échet, un certificat d'enregistrement dans les registres de la population des dernières volontés du défunt en matière de mode de sépulture.

Le procureur du Roi auquel la demande a été adressée peut demander à l'officier de l'état civil du lieu où le décès a été constaté de lui transmettre un dossier comprenant le certificat visé à l'article 77 ou à l'article 81 du Code civil. Si ce certificat fait défaut, l'officier de l'état civil en indique le motif.

L'autorisation de crémation est refusée ou accordée par le procureur du Roi qui a reçu la demande de crémation.

**Art. L1232-23.** § 1<sup>er</sup>. Toute demande d'autorisation est signée par la personne qualifiée pour pourvoir aux funérailles ou par son délégué.

Un acte satisfaisant aux conditions de capacité et de forme des actes testamentaires, par lequel le défunt exprime la volonté formelle de faire incinérer ses restes mortels peut tenir lieu de demande d'autorisation.

§ 2. L'autorisation est refusée par l'officier de l'état civil ou par le procureur du Roi si, par un acte satisfaisant aux conditions de capacité et de forme des actes testamentaires, le défunt a marqué sa préférence pour un autre mode de sépulture, ou s'il reçoit notification de la requête prévue au § 4, du présent article.

§ 3. Sans préjudice des dispositions du § 2, de l'article L1232-24, l'autorisation ne peut être délivrée avant l'expiration d'un délai de vingt-quatre heures après l'établissement de l'attestation visée à l'article L1232-15.

§ 4. Toute personne intéressée, au sens de l'article L1232-1, 9<sup>o</sup>, à l'octroi ou au refus de l'autorisation peut présenter à cet effet une requête au président du tribunal de première instance.

Le président compétent est celui du lieu où la demande d'autorisation a été faite. La requête est notifiée aux autres parties intéressées à l'octroi ou au refus de l'autorisation ainsi qu'à l'officier de l'état civil ou au procureur du Roi à qui la demande d'autorisation a été présentée.

La requête est instruite et jugée comme en matière de référés, le ministère public entendu.

**Art. L1232-24.** § 1<sup>er</sup>. A la demande d'autorisation est joint un certificat dans lequel le médecin traitant ou le médecin qui a constaté le décès indique s'il y a eu mort naturelle ou violente ou suspecte ou une cause de décès impossible à déceler.

Lorsqu'il s'agit du corps d'une personne décédée dans une commune de la région de langue française, et que le médecin visé à l'alinéa précédent a confirmé qu'il s'agit d'une mort naturelle, est joint, en outre, le rapport d'un médecin assermenté commis par l'officier de l'état civil pour vérifier les causes du décès, indiquant s'il y a eu mort naturelle ou violente ou suspecte ou une cause de décès impossible à déceler.

Les honoraires et tous les frais y afférents du médecin commis par l'officier de l'état civil, sont à charge de la commune de la région de langue française dans laquelle le défunt est inscrit dans le registre de la population, le registre des étrangers ou le registre d'attente ou, à défaut, dans laquelle le décès est survenu.

§ 2. Le dossier est transmis par l'officier de l'état civil au procureur du Roi de l'arrondissement lorsqu'il existe des circonstances permettant de soupçonner qu'il y a eu mort violente ou suspecte ou une cause de décès impossible à déceler ou lorsque, dans l'un des documents exigés par le § 1<sup>er</sup>, le médecin n'a pu affirmer qu'il n'y avait pas de signes ou indices de mort violente ou suspecte ou d'une cause de décès impossible à déceler.

Dans ce cas, la crémation ne peut être autorisée qu'après que le procureur du Roi a fait connaître à l'officier de l'état civil qu'il ne s'y oppose pas.

**Art. L1232-25.** Le procureur du Roi procède comme il est dit à l'article 81 du Code civil.

La famille ou la personne qualifiée pour pourvoir aux funérailles peut toujours faire assister à l'autopsie un médecin de son choix.

**Art. L1232-26.** § 1<sup>er</sup>. Les cendres des corps incinérés peuvent être recueillies dans des urnes qui sont, dans l'enceinte du cimetière :

1° soit inhumées en terrain non concédé, en terrain concédé ou dans une sépulture existante dont la concession a expiré ou dont l'état d'abandon a été constaté conformément à l'article L1232-12;

2° soit placées dans un columbarium.

Les cendres des corps incinérés peuvent être :

1° soit dispersées sur une parcelle du cimetière réservée à cet effet;

2° soit dispersées sur la mer territoriale contiguë au territoire de la Belgique.

Les cendres du défunt sont traitées avec respect et dignité et ne peuvent faire l'objet d'aucune activité commerciale, à l'exception des activités afférentes à la dispersion ou à l'inhumation des cendres, ou à leur translation à l'endroit où elles seront conservées.

§ 2. Si le défunt l'a spécifié par écrit ou à la demande des parents, s'il s'agit d'un mineur d'âge, ou, le cas échéant à la demande du tuteur, ou à défaut d'écrit du défunt, à la demande de la personne qualifiée pour pourvoir aux funérailles, les cendres des corps incinérés peuvent :

1° être dispersées à un endroit autre que le cimetière. Cette dispersion ne peut toutefois se faire sur le domaine public, à l'exception du cimetière visé aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2. La dispersion des cendres se fait consécutivement à la crémation;

2° être inhumées à un endroit autre que le cimetière, conformément aux dispositions prévues à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°. Cette inhumation ne peut toutefois se faire sur le domaine public, à l'exception du cimetière visé aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2. L'inhumation se fait consécutivement à la crémation;

3° être mises dans une urne à la disposition des proches pour être conservées à un endroit autre que le cimetière.

Dans les hypothèses visées à l'alinéa précédent, lorsque le terrain sur lequel les cendres du défunt seront dispersées ou inhumées n'est pas sa propriété, une autorisation écrite du propriétaire du terrain préalable à la dispersion ou l'inhumation des cendres est requise.

En l'absence d'autorisation écrite préalable du propriétaire du terrain ou s'il est mis fin à la conservation des cendres à un endroit autre que le cimetière, les cendres sont transférées dans un cimetière pour y être inhumées, placées dans un columbarium ou dispersées.

La personne qui prend réception des cendres est responsable du respect de ces dispositions.

Le Gouvernement peut déterminer d'autres conditions auxquelles répondent la conservation, l'inhumation ou la dispersion des cendres visées au § 2.

§ 3. Sans préjudice des dispositions des §§ 1<sup>er</sup> et 2, une partie symbolique des cendres du défunt peut être confiée, à leur demande, au conjoint, au cohabitant légal et aux parents ou alliés au premier degré. Ces cendres sont déposées dans un récipient fermé et transportées de manière digne et décente. Cette disposition n'est pas applicable aux fœtus.

#### Sous-section 4. — Signes indicatifs de sépulture

**Art. L1232-27.** Sauf volonté contraire du défunt ou opposition de ses proches, toute personne a le droit de faire placer sur la tombe de son parent ou de son ami un signe indicatif de sépulture sans préjudice du droit du titulaire de la concession.

Le conseil communal, la régie communale autonome ou l'organe compétent de l'intercommunale règle l'exercice de ce droit et, notamment, tout ce qui concerne la dimension des signes de sépulture et la nature des matériaux à utiliser.

**Art. L1232-28.** Lorsqu'il est mis fin à une concession de sépulture ou lorsque la demande de transfert prévue à l'article L1232-11 n'a pas été introduite, les signes indicatifs de sépulture non enlevés ainsi que les constructions souterraines qui subsisteraient deviennent propriété du gestionnaire public.

Lorsque des terrains non concédés doivent être utilisés pour de nouvelles inhumations, un avis, affiché aux accès de ces terrains et à l'entrée du cimetière, informe les intéressés du délai pendant lequel ils peuvent enlever les signes indicatifs de sépulture; à l'expiration de ce délai ou de la prorogation décidée par le collège communal, l'organe compétent de la régie communale autonome ou de l'intercommunale, le gestionnaire public devient propriétaire des matériaux.

Pour les sépultures antérieures à 1945, une autorisation sera demandée au préalable à la Direction qui, au sein de la Région wallonne, a le patrimoine dans ses attributions.

Le délai visé à l'alinéa 2 est fixé ou prorogé par le gestionnaire public qui gère le cimetière. Pour ce qui est de la commune, l'organe compétent est le collège communal.

Le collège communal règle seul la destination des matériaux attribués à la commune.

**Art. L1232-29.** Le collège communal ou l'organe compétent de la régie communale autonome ou de l'intercommunale établit une liste des sépultures d'importance historique locale qui peuvent être considérées comme des éléments du patrimoine immobilier. En cas de décès du titulaire et des bénéficiaires de la concession et en l'absence d'héritiers, les sépultures sont conservées et entretenues par le gestionnaire public pendant trente ans. Ce délai peut être prorogé.

#### Section 4. — Dispositions finales

**Art. L1232-30.** Les dispositions du présent chapitre ne portent pas préjudice aux usages relatifs à l'inhumation des membres de la famille royale, ni aux usages relatifs à l'inhumation des chefs de diocèse dans leur cathédrale, non plus qu'aux dispositions relatives aux sépultures militaires.

**Art. L1232-31.** Le Gouvernement peut déroger aux dispositions du présent chapitre, soit pour assurer l'exécution de conventions internationales, soit en vue d'assurer la protection des populations contre les dangers de propagation des maladies infectieuses ou de contamination par radiations ionisantes.

**Art. L1232-32.** Sans préjudice d'autres dispositions légales et notamment des articles 315, 340, 453 et 526 du Code pénal, les infractions aux dispositions du présent chapitre sont punies des peines de police ou amendes administratives arrêtées par le conseil communal. ».

**Art. 4.** La loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures est abrogée, à l'exception des articles 15bis, § 2, alinéa 2, et 23bis.

**Art. 5.** Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.  
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.  
Namur, le 6 mars 2009.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,  
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,  
M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,  
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,  
M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,  
D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

—  
Note

(1) *Session 2008-2009.*  
*Documents du Parlement wallon*, 879 (2008-2009). N<sup>os</sup> 1 à 19.  
*Compte rendu intégral*, séance publique du 4 mars 2009.  
Discussion - Votes.

—  
VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1127

[2009/201372]

**6 MAART 2009.** — Decreet tot wijziging van Hoofdstuk II van Titel III van Boek II van Deel I van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie betreffende de begraafplaatsen en de lijkbezorging (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Dit decreet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Het is van toepassing in het Franse taalgebied.

**Art. 2.** De inhoudstafel van Hoofdstuk II van Titel III van Boek II van Deel I van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie betreffende de begraafplaatsen en de lijkbezorging wordt als volgt opgesteld :

HOOFDSTUK II. — *Begraafplaatsen en lijkbezorging*

*Afdeling 1.* — Begripsomschrijvingen

*Afdeling 2.* — Begraafplaatsen

Onderafdeling 1. — Begraafplaatsen en crematoria

Onderafdeling 2. — Concessies

*Afdeling 3.* — Begraafplaatsen, wijzen van lijkbezorging, begrafenisceremonieel

Onderafdeling 1. — Kisting en vervoer van lijken

Onderafdeling 2. — Begraving

Onderafdeling 3. — Crematie

Onderafdeling 4. — Graftekens

*Afdeling 4.* — Slotbepalingen

**Art. 3.** Hoofdstuk II van Titel III van Boek II van Deel I van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt vervangen als volgt :

”HOOFDSTUK II. — *Begraafplaatsen en lijkbezorging*

*Afdeling 1. — Begripsomschrijving*

**Art. L1232-1.** Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° begraafing : plaatsing in een al dan niet geconcedeerde grond van een doodskest die het stoffelijk overschot bevat, of van een asurn ofwel in de aarde, ofwel in een grafkelder of in een columbariumcel;

2° crematie : handeling om de lijken in de as te leggen in een crematorium;

3° traditionele begraafplaats : plaats beheerd door een openbare beheerder met tot doel elke wijze van lijkbezorging bedoeld in dit decreet op te nemen;

4° asbegraving : plaats beheerd door een openbare beheerder en bestemd voor de verstrooiing van as en voor de inhumatie van urnen;

5° intergemeentelijke begraafplaats : traditionele of asbegraving die voor verschillende gemeenten gemeen is;

6° opgraving : wegname van een doodskest of van een asurn uit de begraafplaats;

7° graf : plaats waar het stoffelijk overschot ligt voor de duur bepaald bij of krachtens dit decreet;

8° wijze van lijkbezorging : wijze waarop het stoffelijk overschot vernietigd wordt, met name door natuurlijke ontbinding of crematie;

9° belanghebbende : de houder van de concessie, zijn erfgenamen of begunstigden maar ook elke niet-verwante persoon, administraties, verenigingen betrokken bij een monument dat een historische of artistieke waarde heeft;

10° persoon bevoegd om tot de begrafenis over te gaan :

persoon die via testament door de overledene aangewezen is, of, zoniet, één van zijn erfgenamen of rechthebbenden of, zoniet, de persoon die gedurende de laatste periode van het leven van de overledene met hem nauwe en frequente affectiebanden heeft onderhouden zodat hij zijn laatste wil wat betreft zijn wijze van lijkbezorging heeft kunnen kennen;

11° doodsbeenderhuisje; gesloten geheugensmonument gelegen in de begraafplaats waar de beenderen of as van de overledenen worden verzameld nadat hun graf beëindigd is;

12° herschikking : handeling om een openbare bestemming opnieuw te geven;

13° grafkelder : bouwwerk bestemd om één of meer doodskesten of één of meer asurnen te bevatten;

14° naaste familieleden : echtgenoot, wettelijke samenwonende, bloed- en aanverwanten of vrienden;

15° thanatopraxie : hygiënische zorgen en opmaak van een overledene kort na zijn overlijden om diens lichaam en gezicht een natuurlijker uitzicht te geven in afwachting van de kisting;

16° behoeftige : persoon die onbemiddeld is of die onvoldoende middelen heeft om zijn elementaire behoeften te dekken overeenkomstig de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie;

17° openbare beheerder : een gemeente, een autonoom gemeentebedrijf of een intercommunale;

18° verwaarlozing : onderhoudsverzuim van een graf dat doorlopend onzindelijk, door plantengroei overwoekerd, vervallen, ingestort of bouwvallig is of dat niet voorzien is van de graftekens vereist in het reglement goedgekeurd door de openbare beheerder.

*Afdeling 2. — Begraafplaatsen*

*Onderafdeling 1. — Gemeentelijke of intergemeentelijke begraafplaatsen en crematoria*

**Art. L1232-2.** § 1. Elke gemeente beschikt over minstens een traditionele begraafplaats. Verschillende gemeenten kunnen zich evenwel verenigen om een intergemeentelijke begraafplaats te delen. Er kan een asbegraving opgericht worden.

Enkel een openbare beheerder kan een crematorium rechtstreeks of in het kader van een openbaar-privaat partnerschap oprichten, uitbaten en beheren.

Elke openbare beheerder houdt een register van de begraafplaatsen waarin alle verrichtingen bepaald bij of krachtens dit decreet worden opgenomen.

De Regering bepaalt het model en de inhoud van het register van de begraafplaatsen.

§ 2. De openbare beheerder behoudt de controle inzake oprichting, uitbating en beheer van de crematoria ongeacht de gebruikte wijze van contractueel of institutioneel partnerschap. In dit laatste geval beschikt de openbare beheerder over het voorzitterschap en over de meerderheid van de mandaten binnen de beheersorganen, aangezien laatstgenoemden slechts kunnen beraadslagen als de openbare vertegenwoordigers onder de aanwezige mandatarissen in de meerderheid zijn.

§ 3. Elk crematorium beschikt over een perceel voor de inhumatie van de asurnen, over een asweide en over een columbarium.

Elke traditionele begraafplaats beschikt over een perceel voor de begraafing van de asurnen, over een asweide en over een doodsbeenderhuisje. De openbare beheerder zorgt voor hun onderhoud.

Alleen een openbare beheerder wordt ertoe gemachtigd om een columbarium dat een openbare infrastructuur vormt, te vestigen en te beheren.

§ 4. De openbare beheerder legt een stille kinderweide voor tussen de 106e en de 180e dag van de zwangerschap doodgeboren foetussen en voor kinderen. Hij kan eveneens een perceel inrichten voor het naleven van het ceremonieel van begravingen en lijkvorming van de erkende erediensten. Die percelen worden in de begraafplaats opgenomen; er is geen fysische scheiding mogelijk tussen laatstgenoemden en de rest van de begraafplaats.

Elke begraafing of crematie geschiedt met inachtneming van de bepalingen van dit decreet.

§ 5. Behalve toekenning van een concessie is de inhumatie, het verstrooien van as en het plaatsen in columbarium kosteloos voor de behoeftigen, voor de personen opgenomen in het bevolkingsregister, het vreemdelingenregister of het wachtregister van de gemeente.



**Art. L1232-3.** De oprichting of de uitbreiding van een traditionele begraafplaats of een asbegravingplaats wordt bij beslissing van de gemeenteraad of van het bevoegde orgaan van het autonome gemeentebedrijf of van het bevoegde orgaan van de intercommunale voorgesteld aan de provinciegouverneur. Het dossier omvat een liggingplan, een intern plan van aanleg alsmede een ontwerp van reglement.

Als de oprichting of de uitbreiding van een traditionele begraafplaats gepaard gaat met een herbestemming van de oude begraafplaats, bezorgt de gemeenteraad of het bevoegde orgaan van het autonome gemeentebedrijf of het bevoegde orgaan van de intercommunale ook een herbestemmingsplan ervan.

De beslissing van de provinciegouverneur wordt gegrond op de adviezen van de organen die de Waalse Regering aanwijst. Onder de aangewezen organen wijst de Waalse Regering degene aan waarvan het vereiste advies eensluidend moet zijn.

Voor het vestigen van een crematorium gelden dezelfde voorwaarden.

De Regering bepaalt de criteria voor de oprichting en de uitbating van de crematoria. Ze organiseert de controle op de naleving van deze criteria.

**Art. L1232-4.** De begraafplaatsen en de crematoria worden zo omheind dat de doorgang en het zicht voor zover mogelijk belemmerd worden.

**Art. L1232-5.** Gemeentelijke begraafplaatsen en crematoria vallen onder het gezag, de ordehandhaving en het toezicht van de gemeenteoverheden, die erop toeziet dat er geen wanorde heerst, dat er geen handelingen in strijd met de eerbied voor de doden worden verricht en dat er geen opgraving plaatsheeft zonder verlof van de burgemeester, overeenkomstig artikel 133, tweede lid, van de Nieuwe Gemeentewet.

Op de intergemeentelijke begraafplaatsen en in de intergemeentelijke crematoria worden de in het eerste lid bedoelde bevoegdheden uitgeoefend door de overheid van de gemeente waar de begraafplaats of het crematorium ligt.

**Art. L1232-6.** § 1. Wanneer nieuwe voor begraving bestemde ruimten aangelegd zijn, bepaalt de gemeenteraad of het bevoegde orgaan van het autonoom gemeentebedrijf of van de intercommunale de datum vanaf welke de begraving en verstrooiingen in de oude begraafplaatsen gestopt zullen worden.

Deze worden in de staat gelaten waarin zij zich bevinden; gedurende ten minste vijf jaar mag er generlei gebruik van worden gemaakt.

De beslissing tot staking van begravingen en verstrooiingen wordt bij de ingang van de begraafplaats tot zijn uiteindelijke sluiting aangeplakt.

§ 2. Bij het verstrijken van de in § 1 bepaalde termijn beslist de gemeenteraad of het bevoegde orgaan van het autonome gemeentebedrijf of van de intercommunale een herbestemming te geven aan de gronden van de oude begraafplaatsen. Dat besluit wordt onderworpen aan de bepalingen van artikel L1232-3.

§ 3. Wanneer er geen beslissing is die bepaalt vanaf welke datum niet langer meer begraven wordt, kan de gemeenteraad of het bevoegde orgaan van het autonoom gemeentebedrijf of van de intercommunale eveneens beslissen een herbestemming te geven aan een oude begraafplaats als er ten minste vijf jaar zijn verlopen na de laatste begraving op deze begraafplaats, waarbij de inschrijving in het begraafplaatsregister als bewijs geldt.

In dit geval kan het besluit van de gemeenteraad of de beslissing van het bevoegde orgaan van het autonome gemeentebedrijf of van de intercommunale om een herbestemming te geven aan de begraafplaats, eerst in werking treden een jaar nadat het besluit of de beslissing is genomen en voor zover een afschrift ervan gedurende een jaar bij de ingang van de begraafplaats is aangeplakt.

De bepalingen van § 2 zijn eveneens van toepassing.

#### Onderafdeling 2. — Concessies

**Art. L1232-7.** De gemeenteraad of het bevoegde orgaan van het autonome gemeentebedrijf of van de intercommunale kan concessies toekennen in de traditionele begraafplaatsen of in de asbegravingplaatsen. De concessies kunnen betrekking hebben op :

1° een perceel in volle grond;

2° een perceel met grafkelder;

3° een bestaand graf waarvan de concessie verstreken is of waarvan de verwaarlozing vastgesteld is overeenkomstig artikel L1232-12;

4° een columbariumcel.

De concessies zijn onoverdraagbaar.

Wanneer het gaat om een gemeentelijke begraafplaats, kan de gemeenteraad die bevoegdheid aan het gemeentecollege opdragen.

De titularis van de concessie kan tijdens zijn leven of bij schriftelijke of testamentaire beschikkingen de lijst van de begunstigden van de concessie opmaken en wijzigen. Deze lijst wordt overgemaakt aan het gemeentebestuur om in het register van de begraafplaatsen te worden opgenomen.

Na het overlijden van de titularis van de concessie kunnen de begunstigden in onderlinge overeenstemming de bestemming van de niet-aangeduide plaatsen of van de aangeduide plaatsen die vrij zijn geworden, bepalen. Bij gebrek aan overeenstemming kunnen de rechthebbenden van de titularis van de concessie de bestemming van de niet-aangeduide plaatsen of van de aangeduide plaatsen die vrij zijn gekomen, bepalen.

De rechthebbenden van de overledenen die in het geconcedeerde graf rusten, kunnen het stoffelijk overschot van verschillende lijken die sinds meer dan dertig jaar begraven zijn, in eenzelfde doods-kist laten verzamelen. Ze kunnen ook als die sinds meer dan tien jaar begraven is, laten verzamelen. In beide gevallen wordt de toestemming van de burgemeester vereist en wordt ze in het register van de begraafplaatsen overgeschreven.

Bij gebrek aan lijst van de begunstigden van de concessie mag éénzelfde concessie slechts dienen voor de titularis, zijn echtgenoot, zijn wettelijke samenwonende, zijn bloed- of aanverwanten tot de vierde graad.

Eenzelfde concessie mag slechts dienen voor de leden van een of meer religieuze gemeenschappen, evenals voor de personen die daartoe ieder hun wil te kennen geven bij de gemeentelijke overheid.

Wanneer iemand overlijdt terwijl hij op dat ogenblik een feitelijk gezin vormde, kan de overlevende een concessie aanvragen.

De concessieaanvraag mag worden ingediend ten behoeve van derden.

**Art. L1232-8.** § 1. De concessies worden voor minstens tien jaar en voor hoogstens dertig jaar verleend.

§ 2. Minstens één jaar vóór het einde van de concessie of van de verlenging ervan, maakt de burgemeester of zijn gemachtigde of het bevoegde orgaan van het autonome gemeentebedrijf of van de intercommunale een akte op waarbij erop gewezen wordt dat hem voor de datum die hij bepaalt een aanvraag om hernieuwing moet worden gericht.

Een afschrift van de akte wordt toegezonden aan de titularis van de concessie of, als hij overleden is, aan zijn erfgenamen of rechthebbenden.

Een afschrift van de akte blijft minstens een jaar lang bij het graf en aan de ingang van de begraafplaats aangeplakt.

§ 3. Op aanvraag van enige belanghebbende die erom verzoekt vóór de bepaalde tijd verstreken is, kunnen opeenvolgende hernieuwingen worden toegestaan.

De hernieuwingen kunnen enkel geweigerd worden indien de belanghebbende onvoldoende financiële waarborgen voor het onderhoud van de concessie kan voorleggen of als de verwaarlozing vastgesteld is overeenkomstig artikel L1232-12 op het moment van de hernieuwingsaanvraag.

De regering kan verenigingen met rechtspersoonlijkheid, opgericht met het doel de financiële waarborgen voor te leggen, erkennen en kan regels met betrekking tot die waarborgen vaststellen.

Geen hernieuwing mag voor langere tijd dan de oorspronkelijke concessie worden toegestaan.

§ 4. Op aanvraag van enige belanghebbende die erom verzoekt vóór de bepaalde tijd verstreken is, begint een nieuwe periode met dezelfde duur te lopen vanaf elke nieuwe begraving in de concessie. Ingeval er geen hernieuwing wordt aangevraagd tussen de datum van de laatste bijzetting in de concessie en het verstrijken van de periode waarvoor deze werd verleend, blijft het graf bestaan gedurende een termijn van vijf jaar die begint te lopen op de datum van het overlijden, indien dit overlijden zich minder dan vijf jaar vóór het verstrijken van de concessie heeft voorgedaan.

**Art. L1232-9.** De gemeenteraad of het bevoegde orgaan van het autonome gemeentebedrijf of van de intercommunale bepaalt het tarief en de voorwaarden voor de toekenning van de concessies en hun hernieuwing.

In de gevallen bedoeld in artikel L1232-8, § 3, eerste lid en § 4, wordt de retributie, die door de openbare beheerder gevorderd kan worden, proportioneel berekend op het aantal jaren dat de vervaldatum van de vorige periode overschrijdt.

**Art. L1232-10.** De altijdurende concessie die vóór de inwerkingtreding van de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging verleend worden, vervallen op 31 december 2010 en komen aan de gemeente toe, die daarover opnieuw kan beschikken, behalve hernieuwingsaanvraag overeenkomstig artikel L1232-8 en onverminderd de toepassing van artikel L1232-12.

De hernieuwingen geschieden kosteloos.

**Art. Art. L1232-11.** Wanneer toepassing wordt gemaakt van artikel L1232-6, wordt een perceel van dezelfde grootte als het geconcedeerde op de nieuwe begraafplaats voorbehouden als enige belanghebbende daartoe een aanvraag indient voor de datum bedoeld in het eerste lid van dat artikel.

De gemeenteraad of het bevoegde orgaan van het autonome gemeentebedrijf of van de intercommunale bepaalt de voorwaarden voor de overdracht.

**Art. L1232-12.** Het onderhoud van de graven op geconcedeerde grond behoort tot elke belanghebbende bedoeld in artikel L1232-1, 9°.

De verwaarlozing wordt geconstateerd in een akte van de burgemeester of zijn gemachtigde, of van het bevoegde orgaan van het autonome gemeentebedrijf of van de intercommunale. Een afschrift van de akte blijft een jaar lang bij het graf en aan de ingang van de begraafplaats aangeplakt.

Bij niet-herstelling bij het verstrijken van die termijn komt het graf aan de openbare beheerder toe die daarover opnieuw kan beschikken.

### *Afdeling 3. — Begraafplaatsen, wijzen van lijkbezorging en begrafenisceremonieel*

#### *Onderafdeling 1. — Kisting en vervoer van lijken*

**Art. L1232-13.** De lijken worden in een doodskist geplaatst.

Een balseming, voorafgaandelijk aan de kisting, kan in de door de Regering bepaalde gevallen toegelaten worden.

In geval van thanatopraxie garanderen de thanatochemische stoffen de lijkrotting van het stoffelijk overschot binnen tien jaar na het overlijden of maken zijn crematie mogelijk.

Het gebruik van doodskisten, foedralen, doodswaden, producten en procédés die de natuurlijke en normale ontbinding van het lijk of de crematie beletten, is verboden.

De regering omschrijft de in het voorgaande lid bedoelde voorwerpen en procédés, alsook de voorwaarden waaraan de doodskisten beantwoorden.

**Art. L1232-14.** De burgemeester of zijn gemachtigde mag de kisting bijwonen.

**Art. L1232-15.** Het vervoer van de lijken wordt op waarde en decente wijze uitgevoerd met een lijkwagen of een daartoe speciaal uitgeruste wagen. Het vervoer kan worden uitgevoerd zodra de arts die het overlijden vastgesteld heeft, een attest heeft opgemaakt, waarin wordt verklaard dat het gaat om een natuurlijk overlijden en dat er geen risico voor de menselijke gezondheid bestaat.

Het toezicht op lijkstoeten berust in ieder geval bij de gemeenteoverheid, die zorg draagt dat zij ordelijk, welvoeglijk en met de aan doden verschuldigde eerbied verlopen.

**Art. L1232-16.** De begraafplaatsen van de behoeftigen moeten decent zijn en overeenstemmen met de laatste wil bedoeld in artikel L1232-17, § 2.

De kosten van de burgerlijke verrichtingen met uitzondering van de niet-confessionele culturele of filosofische plechtigheden van de behoeftigen zijn ten laste van de gemeente van het Franse taalgebied waarin de overledene ingeschreven is in het bevolkingsregister, het vreemdelingenregister of het wachtregister van de gemeente of, bij gebrek, waarin het overlijden is gebeurd.

**Art. L1232-17.** § 1. De wijzen van lijkbezorging zijn de volgende :

1° de begraving;

2° het verstrooien of bewaren van de as na crematie;

3° elke ander wijze van lijkbezorging bepaald door de Waalse Regering.

§ 2. Tijdens zijn leven kan elke persoon de ambtenaar van de burgerlijke stand vrijwillig en schriftelijk in kennis stellen van zijn laatste wilsbeschikking. De akte van de laatste wilsbeschikking kan de wijze van lijkbezorging, de bestemming van de as na de crematie, het al dan niet-confessionele ceremonieel voor de bijzetting alsmede het bestaan van een uitvaartcontract betreffen.

Deze laatste wilsbeschikking wordt gelijkgesteld met de aanvraag om verlof tot crematie voorzien in artikel L1232-23, § 1, eerste lid, of met de akte voorzien in artikel L1232-23, § 2.

Indien het overlijden in een andere gemeente dan die van de hoofdverblijfplaats heeft plaatsgehad, moet de gemeente van de hoofdverblijfplaats zonder verwijl de gemeente van overlijden, op haar aanvraag, de informatie betreffende de in het eerste lid bedoelde laatste wilsbeschikking verzenden.

Bij gebrek aan akte van de laatste wilsbeschikking van de overledene rust de keuze van de wijze van lijkbezorging, van de bestemming van de as na de crematie en van het confessionele of filosofische ceremonieel voor de bijzetting op de persoon bevoegd om te voorzien in de bijzetting.

§ 3. Levenloos geboren foetussen, die geboren zijn tussen de 106e en de 180e dag van de zwangerschap, worden op verzoek van de ouders hetzij begraven op de stille kinderweide, hetzij gecremeerd. In geval van crematie wordt de as verstrooid op de stille kinderweide. Het vervoer van de foetussen naar de begravings- of verstrooiingsplaats gebeurt op decente wijze.

#### Onderafdeling 2. — Begravingen

**Art. L1232-17bis.** Wanneer het overlijden in een gemeente van het Franse taalgebied plaatsvindt, wordt een kosteloze vergunning voor de begraafing van het stoffelijk overschot verleend door de ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeente waar het overlijden vastgesteld is of door de procureur des Konings van het arrondissement van de plaats waarin het graf of het hoofdverblijf van de overledene gelegen is als het overlijden in het buitenland is gebeurd.

Wat betreft de begraafing van het stoffelijk overschot van een persoon overleden in een gemeente van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, van het Nederlandstalige taalgebied of het Duitstalige taalgebied, vervangt de begraafvergunning verleend door de overheid die bevoegd is om de begraafvergunning toe te kennen, de begraafvergunning in de zin van het vorige lid.

**Art. L1232-18.** § 1. Enkel op gemeentelijke of intergemeentelijke begraafplaatsen mag worden begraven.

§ 2. Op particuliere begraafplaatsen die bestaan op het tijdstip waarop dit decreet in werking treedt voor zover begraven werd sinds de inwerkingtreding van de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging, mag echter verder worden begraven.

Voor particuliere begraafplaatsen gelden de artikelen L1232-4, L1232-5, L1232-19 eerste lid, en L1232-20.

§ 3. Afwijkingen van het bepaalde in § 1 kunnen worden toegestaan door de Regering, op voorstel van de burgemeester van de gemeente waar de begraafing zal plaatshebben.

De Regering mag de afwijking slechts toestaan op een op godsdienstige of filosofische overwegingen berustend verzoek, behalve als redenen van salubriteit zulks niet toelaten.

**Art. L1232-19.** In volle grond worden de doodskisten horizontaal begraven in een afzonderlijke kuil, op een diepte van ten minste vijftien decimeter. In volle grond worden de urnen begraven in een afzonderlijke kuil, op een diepte van ten minste acht decimeter.

De gemeenteraad, het autonome gemeentebedrijf of de intercommunale bepaalt de tussenruimte tussen de krullen.

**Art. L1232-20.** De doodskisten en urnen worden in grafkelders bijgezet op een diepte van ten minste zes decimeter. Het aanleggen van graven boven de grond is verboden.

Bijzetting in bouwwerken boven de grond die bestaan op het tijdstip waarop dit decreet in werking treedt, mag nochtans verder plaatshebben zoals in het verleden.

**Art. L1232-21.** Een niet-geconcedeerd graf wordt gedurende minstens vijf jaar bewaard.

Het niet-geconcedeerde graf mag slecht weggenomen worden nadat een afschrift van de beslissing tot wegneming gedurende één jaar bij het graf en aan de ingang van de begraafplaats aangeplakt is.

Onverminderd de akte van de laatste wilsbeschikking bedoeld in artikel L1232-17, beslist de gemeenteraad of het bevoegde orgaan van het autonome gemeentebedrijf of van de intercommunale welke bestemming dient gegeven te worden aan binnen de omheining van de begraafplaats aangetroffen stoffelijke resten. De stoffelijke overschotten worden ofwel in een doodsbekkerhuisje neergezet, ofwel gecremeerd en de as wordt ofwel in het daartoe bestemde perceel verstrooid ofwel in een doodsbekkerhuisje neergezet. De gemeente vermeldt deze verrichtingen in het register van de begraafplaatsen.

#### Onderafdeling 3. — Crematie

**Art. L1232-22.** § 1. Voor crematie is een verlof vereist, dat wordt verleend door de ambtenaar van de burgerlijke stand die het overlijden heeft vastgesteld, indien dat overlijden in een gemeente van het Franse taalgebied heeft plaatsgehad, of door de procureur des Konings van het arrondissement waar zich ofwel het crematorium ofwel de hoofdverblijfplaats van de overledene bevindt, indien het overlijden heeft plaatsgehad in het buitenland.

Wat betreft de crematie van het stoffelijk overschot van een persoon overleden in een gemeente van het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, van het Nederlandstalige taalgebied of het Duitstalige taalgebied, vervangt de crematievergunning verleend door de overheid die bevoegd is om de crematievergunning toe te kennen, de crematievergunning in de zin van het vorige lid.

§ 2. Voor crematie na opgraving is het bij artikel L1232-5 bedoelde verlof tot opgraving vereist.

Na het verlenen van het verlof tot opgraving wordt de behoorlijk gemotiveerde aanvraag om verlof tot crematie door de ambtenaar van de burgerlijke stand doorgestuurd aan de procureur des Konings van het arrondissement van de plaats waar het crematorium of de hoofdverblijfplaats van de aanvrager is gevestigd, van de plaats van overlijden of van de plaats waar het stoffelijk overschot begraven is.

Bij deze aanvraag om verlof dient in voorkomend geval een attest van registratie in de bevolkingsregisters van de laatste wilsbeschikking van de overledene inzake de wijze van lijkbezorging gevoegd te worden.

De procureur des Konings aan wie de vraag gericht is, kan aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de plaats waar het overlijden vastgesteld werd, vragen hem een dossier dat het in artikel 77 of in artikel 81 van het Burgerlijk Wetboek bedoelde attest bevat, over te zenden. Indien dit attest ontbreekt, wordt daarvan door de betrokken ambtenaar de reden opgegeven.

Het verlof tot crematie wordt geweigerd of toegestaan door de procureur des Konings aan wie de vraag tot crematie gericht is.

**Art. L1232-23.** § 1. Iedere aanvraag om verlof wordt ondertekend door degene die bevoegd is om in de lijkbezorging te voorzien of door zijn gemachtigde.

Een akte, die voldoet aan de voorwaarden inzake bekwaamheid en gesteld is in de vorm van akten van uiterste wilsbeschikking, waarbij de overledene de uitdrukkelijke wens te kennen geeft zijn stoffelijk overschot te doen verbranden, kan als aanvraag om verlof gelden.

§ 2. Het verlof wordt door de ambtenaar van de burgerlijke stand of door de procureur des Konings geweigerd als de overledene in een akte, die voldoet aan de voorwaarden inzake bekwaamheid en gesteld is in de vorm van de akten van uiterste wil, zijn voorkeur voor een andere wijze van teraardebestelling te kennen heeft gegeven, of als hij kennis heeft gekregen van het verzoek bedoeld in § 4 van dit artikel.

§ 3. Onverminderd het bepaalde in § 2 van artikel L1232-24, mag het verlof niet verleend worden voor het verstrijken van een termijn van vierentwintig uren na opmaking van het attest bedoeld in artikel L1232-15.

§ 4. Iedere persoon die bij het verlenen of de weigering van het verlof in de zin van artikel L1232-1, 9°, belang heeft, kan daartoe bij de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg een verzoek indienen.

De bevoegde voorzitter is die van de plaats waar de vergunningsaanvraag is ingediend. Van het verzoek wordt kennis gegeven aan de partijen, die bij het verlenen of de weigering van het verlof belang hebben, alsmede aan de ambtenaar van de burgerlijke stand of aan de procureur des Konings, bij wie de aanvraag om verlof werd ingediend.

Het verzoek wordt behandeld en beoordeeld als in kort geding, het openbaar ministerie gehoord.

**Art. L1232-24.** § 1. Bij de aanvraag om verlof wordt een attest gevoegd waarin de behandelende geneesheer of de geneesheer die het overlijden heeft vastgesteld, vermeldt of het overlijden te wijten is aan een natuurlijke of gewelddadige of verdachte of niet vast te stellen oorzaak.

Geldt de aanvraag het lijk van een in een gemeente van het Franse taalgebied overleden persoon, en heeft de in het bovenstaand lid bedoelde geneesheer bevestigd dat het een natuurlijk overlijden betreft, dan wordt bovendien het verslag bijgevoegd van een beëdigd geneesheer door de ambtenaar van de burgerlijke stand aangesteld om de doodsoorzaken na te gaan, in welk verslag wordt vermeld of het overlijden te wijten is aan een natuurlijke of gewelddadige of verdachte of niet vast te stellen oorzaak.

Het ereloon en alle daaraan verbonden kosten van de door de ambtenaar van de burgerlijke stand aangestelde geneesheer vallen ten laste van de gemeente van het Franse taalgebied waarin de overledene in het bevolkingsregister, in het vreemdelingenregister of in het wachtregister ingeschreven is, of zoniet, in de gemeente waarin het overlijden gebeurd is.

§ 2. De ambtenaar van de burgerlijke stand zendt het dossier aan de procureur des Konings van het arrondissement wanneer omstandigheden het vermoeden van een gewelddadig of verdacht of niet vast te stellen oorzaak van overlijden wettigen of wanneer de geneesheer in een van de onder § 1 voorgeschreven documenten, niet heeft kunnen bevestigen dat er geen tekens of aanwijzingen van een gewelddadige of verdachte of niet vast te stellen oorzaak van overlijden zijn.

In dat geval kan verlof tot crematie eerst worden verleend nadat de procureur des Konings aan de ambtenaar van de burgerlijke stand heeft laten weten dat hij er zich niet tegen verzet.

**Art. L1232-25.** De procureur des Konings handelt zoals voorgeschreven is in artikel 81 van het Burgerlijk Wetboek.

De familie of de persoon die bevoegd is om in de lijkbezorging te voorzien, kan de lijkschouwing steeds doen bijwonen door een geneesheer van haar of zijn keuze.

**Art. L1232-26.** § 1. De as van de gecremeerde lijken kan in urnen worden geplaatst die binnen de omheining van de begraafplaats :

1° ofwel begraven worden in een niet-geconcedeerde grond, in een geconcedeerde grond of in een bestaand graf waarvan de concessie verstreken is of waarvan de verwaarlozing vastgesteld is overeenkomstig artikel L1232-12;

2° hetzij in een columbarium worden bijgezet.

De as van gecremeerde lijken kan :

1° hetzij worden uitgestrooid op een daartoe bestemd perceel van de begraafplaats;

2° hetzij worden uitgestrooid op de aan het grondgebied van België grenzende territoriale wateren.

De as van de overledene wordt met respect en eerbied behandeld en kan geen voorwerp uitmaken van een commerciële activiteit, met uitzondering van die activiteiten die verband houden met het uitstrooien of begraven van de as of met het overbrengen ervan naar de plaats waar de as bewaard zal worden.

§ 2. Indien de overledene dit schriftelijk heeft bepaald of op verzoek van de ouders indien het om een minderjarige gaat, of, in voorkomend geval, op verzoek van de voogd, of bij gebrek aan schriftelijke aanvraag van de overledene, op verzoek van de persoon die bevoegd is om in de lijkbezorging te voorzien, kan de as van gecremeerde lijken :

1° uitgestrooid worden op een andere plaats dan de begraafplaats. Deze uitstrooiing kan evenwel niet gebeuren op het openbaar domein, uitgezonderd de begraafplaats bedoeld in het eerste en het tweede lid. De asuitstrooiing gebeurt aansluitend op de crematie;

2° begraven worden op een andere plaats dan de begraafplaats, overeenkomstig de bepalingen bedoeld in het eerste lid, 1°. Deze begraving kan evenwel niet gebeuren op het openbaar domein, uitgezonderd de begraafplaats bedoeld in het eerste en het tweede lid. De begraving gebeurt aansluitend op de crematie;

3° in een urne ter beschikking worden gesteld van de nabestaanden om te worden bewaard op een andere plaats dan de begraafplaats.

In de hypothesen bedoeld in het vorige lid, is een schriftelijke toestemming van de eigenaar van het betrokken terrein vóór de uitstrooiing of de begraving van de as vereist wanneer het terrein waarop de as van de overledene uitgestrooid of begraven wordt, niet in zijn eigendom is.

Bij gebrek aan de voorafgaandelijke schriftelijke toestemming van de eigenaar van het terrein of indien er een einde komt aan de bewaring van de as op een andere plaats dan de begraafplaats, wordt de as naar een begraafplaats gebracht om er begraven, in een columbarium bijgezet of uitgestrooid te worden.

De persoon die de as in ontvangst neemt, is verantwoordelijk voor de naleving van deze bepalingen.

De regering kan nadere voorwaarden bepalen waaraan de in § 2 bedoelde bewaringen, begravingen of uitstrooiingen voldoen.

§ 3. Onverminderd de bepalingen van de §§ 1 en 2 kan een symbolisch gedeelte van de as van de overledene op hun verzoek aan de echtgenote, de wettelijke samenwonende, de bloed- of aanverwanten in de eerste graad toevertrouwd worden. Deze as wordt in een gesloten vak neergelegd en op waardige en decente wijze vervoerd. Die bepaling is niet van toepassing op de foetussen.

#### Onderafdeling 4. — Graftekens

**Art. L1232-27.** Tenzij de overledene anders heeft beschikt of zijn verwanten zich ertegen verzetten, heeft eenieder het recht op het graf van zijn verwante of vriend een grafteken te doen plaatsen zonder afbreuk te doen aan het recht van de concessiehouder.

De gemeenteraad, het autonome gemeentebedrijf of het bevoegde orgaan van de intercommunale regelt de uitoefening van dat recht en inzonderheid alles wat betrekking heeft op de afmetingen van de graftekens en de aard van de te gebruiken materialen.

**Art. L1232-28.** Wanneer aan een grafconcessie een einde wordt gemaakt of geen aanvraag om overbrenging als bedoeld in artikel L1232-11 is ingediend, worden de niet weggenomen graftekens en de eventueel nog bestaande ondergrondse bouwwerken eigendom van de openbare beheerder.

Wanneer niet-geconcedeerde gronden voor nieuwe begravingen moeten worden gebruikt, wordt door middel van een aan de toegangen tot die gronden en aan de ingang van de begraafplaats aangeplakt bericht aan de belanghebbenden kennis gegeven van de termijn gedurende welke zij de graftekens mogen wegnemen; bij het verstrijken van die termijn of van de verlenging besloten door het gemeentecollege, het bevoegde orgaan van het autonome gemeentebedrijf of van de intercommunale, worden de materialen eigendom van de openbare beheerder.

Voor de graven die vóór 1945 bestonden, wordt eerst een toestemming aangevraagd aan de Directie die binnen het Waalse Gewest bevoegd is voor erfgoed.

De in het tweede lid bedoelde termijn wordt bepaald of verlengd door de openbare beheerder die de begraafplaats beheert. Wat betreft de gemeente, is het gemeentecollege het bevoegde orgaan.

Alleen het gemeentecollege regelt de bestemming van het aan de gemeente toevallend materiaal.

**Art. L1232-39.** Het gemeentecollege of het bevoegde orgaan van het autonome gemeentebedrijf of van de intercommunale maakt een lijst van de graven met een plaatselijk historisch belang op, die als elementen van het onroerend vermogen beschouwd kunnen worden. Bij overlijden van de titularis en van de begunstigden van de concessie en in afwezigheid van erfgenamen, worden de graven gedurende dertig jaar bewaard en onderhouden door de openbare beheerder. Die termijn kan worden verlengd.

#### Afdeling 4. — Slotbepalingen

**Art. L1232-30.** De bepalingen van dit hoofdstuk doen geen afbreuk aan de gebruiken in verband met de bijzetting van leden van het vorstenhuis en in verband met de bijzetting van de hoofden van bisdommen in hun kathedraal, noch aan de bepalingen betreffende de graven van militairen.

**Art. L1232-31.** De regering kan van de bepalingen van deze wet afwijken, ofwel met het oog op de uitvoering van internationale verdragen, ofwel met het oog op de bescherming van de bevolking tegen de gevaren van verspreiding van besmettelijke ziekten of van besmetting door ioniserende stralingen.

**Art. L1232-32.** Onverminderd andere wettelijke bepalingen en met name de artikelen 315, 340, 453 en 526 van het Strafwetboek, worden de overtredingen van de bepalingen van dit hoofdstuk gestraft met politiestrafen of administratieve geldboeten bepaald door de gemeenteraad. ».

**Art. 4.** De wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging wordt opgeheven, met uitzondering van de artikelen 15bis, § 2, tweede lid, en 23bis.

**Art. 5.** Dit decreet treedt in werking op de door de Regering bepaalde datum.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 6 maart 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,  
A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrustingen en Patrimonium,  
M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,  
J.-C. MARCOURT

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,  
M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme  
B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

*Stukken van het Waals Parlement, 879 (2008-2009). Nrs. 1 tot 19.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 4 maart 2009.*

Bespreking - Stemmingen.